



ARRÊTÉ DU MAIRE
N° 2023.06.02/586

Thème : STATIONNEMENT

Objet : Autorisation délivrée à Monsieur [redacted] pour effectuer des travaux d'enrobage d'un talus au 25 avenue Adrien Daurelle (25 mètres en amont et 25 mètres en aval de l'entrée) et de stationner un véhicule de chantier appartenant à l'entreprise FRED TP, du 05 au 19 juin 2023.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.2,
- Vu la demande effectuée par Monsieur [redacted] France le 30 mai 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin de permettre le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à Monsieur [redacted] pour effectuer des travaux d'enrobage d'un talus au 25 avenue Adrien Daurelle (25 mètres en amont et 25 mètres en aval de l'entrée) et de stationner un véhicule de chantier appartenant à l'entreprise FRED TP, du 05 au 19 juin 2023.
Une gêne ponctuelle pourra être occasionnée ainsi qu'une chaussée rétrécie.

Article 2 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire par Monsieur [redacted] conformément aux textes en vigueur.

Article 3 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 4 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le

contrevenant.

Article 5 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du Corps de Police Urbaine,
- le Responsable de la Police Municipale,
- le Directeur des Services Techniques,
- les Services Techniques Communaux
- Monsieur

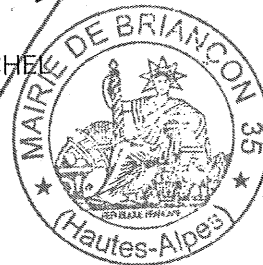
Article 7 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B
- la RMBS

Fait à Briançon, le 02 juin 2023

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL



Transmis-le : **08 JUIN 2023**

Notifié le :